

RCS : CLERMONT FERRAND

Code greffe : 6303

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de CLERMONT FERRAND atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 1992 B 00376

Numéro SIREN : 388 386 286

Nom ou dénomination : GROUPE TITEL

Ce dépôt a été enregistré le 12/10/2023 sous le numéro de dépôt 10909



DEPOT N° 10909

DU 12 OCT. 2023

GROUPE TITEL

Société par actions simplifiée

Rue Bleue
ZI de LADOUX
63118 CEBAZAT

RCS Clermont-Ferrand 388 386 286

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Exercice clos le 31 décembre 2022

A.A. ARVERNE AUDIT

SARL au capital de 500 000 € - RCS Clermont-Fd 809 724 347
*Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes
de Lyon-Riom*

40 Boulevard Pochet Lagaye
63000 CLERMONT-FERRAND

B.T.B. AUDIT

SARL au capital de 239 289 € - RCS Clermont-Fd 819 887 027
*Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes
de Lyon-Riom*

15 Rue de Cugnot
63540 ROMAGNAT

GROUPE TITEL

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2022

Aux associés,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société GROUPE TITEL relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

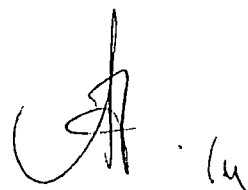
Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de l'opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du comité de direction.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le comité de direction.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif de l'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.


LM

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Démarche de l'audit

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Clermont-Ferrand et Romagnat, le 19 juillet 2023

Pour la SARL A.A. ARVERNE AUDIT

François HOSPITAL
Commissaire aux comptes



Pour la SARL B.T.B. AUDIT

Arnaud TRASSOUDAIN
Commissaire aux comptes



GROUPE TITEL

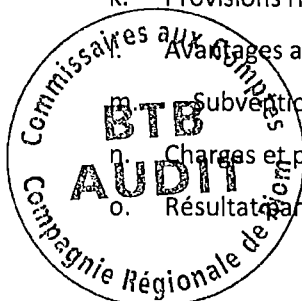
Comptes consolidés

Exercice du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022

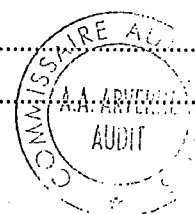


SOMMAIRE

SOMMAIRE.....	1
BILAN CONSOLIDE.....	4
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE.....	5
TABEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE	6
PRESENTATION DU GROUPE.....	7
1. Etablissement des comptes consolidés	7
2. Activité du Groupe.....	7
3. Gouvernance du Groupe	7
FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE	7
EVENEMENTS POST-CLOTURE	7
PRINCIPES COMPTABLES	7
1. Référentiel comptable appliqué	7
2. Principes de consolidation	7
a. Méthodes de consolidation	7
b. Méthodes de conversion	8
c. Elimination des opérations intra-groupe.....	8
d. Ecart d'acquisition	8
e. Dates de clôture.....	9
3. Méthodes et règles d'évaluation	9
a. Immobilisations incorporelles.....	9
b. Immobilisations corporelles	9
c. Tests de dépréciation.....	10
d. Contrats de location financement	10
e. Immobilisations financières.....	10
f. Stocks et en-cours.....	10
g. Créances et dettes	10
h. Trésorerie et équivalents de trésorerie	10
i. Impôts sur les bénéfices et fiscalité différée	11
j. Provisions réglementées.....	11
k. Provisions risques et charges.....	11
l. Avantages au personnel.....	11
m. Subventions et crédits d'impôt.....	11
n. Charges et produits exceptionnels	12
o. Résultat par action.....	12
	1



PERIMETRE DE CONSOLIDATION	13
1. Liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2022	13
2. Participations non consolidées	13
COMPARABILITE DES COMPTES.....	13
1. Entrée ou sortie de périmètre	13
2. Création de filiales	13
3. Changement de méthodes comptables	13
4. Changement de présentation	13
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES.....	14
1. Ecart d'acquisition.....	14
a. Positifs.....	14
b. Négatifs.....	14
2. Immobilisations incorporelles.....	15
3. Immobilisations corporelles	16
4. Immobilisations financières	16
5. Stocks et en-cours.....	17
6. Créances clients	17
7. Autres créances	17
8. Comptes de régularisation.....	18
9. Trésorerie.....	18
10. Capitaux propres.....	18
a. Capital social	18
b. Tableau de variation des capitaux propres.....	18
11. Dettes financières	19
12. Provisions pour risques et charges	19
13. Dettes fournisseurs et autres dettes	20
14. Chiffre d'affaires	20
15. Autres produits d'exploitation.....	21
16. Résultat financier	21
17. Résultat exceptionnel	21
18. Impôt sur les résultats	22
AUTRES INFORMATIONS.....	24
1. Effectifs.....	24
2. Engagements hors bilan.....	24
3. Remunération des mandataires sociaux	25



4. Honoraires des commissaires aux comptes.....	25
5. Environnement	25



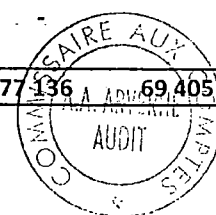
BILAN CONSOLIDE

ACTIF (en €)	Notes			31/12/2022	31/12/2021
		Brut	Amort. & dépr.	Net	Net
Actif immobilisé					
Ecart d'acquisition	1	2 284 699	1 921 994	362 705	362 705
Immobilisations incorporelles	2	1 852 869	1 560 634	292 235	398 167
Immobilisations corporelles	3	32 993 301	20 036 802	12 956 499	12 895 176
Immobilisations financières	4	5 816 894	154 848	5 662 047	4 552 754
Total		42 947 763	23 674 278	19 273 486	18 208 802
Actif circulant					
Stocks et en-cours	5	3 769 817	42 233	3 727 584	3 527 831
Clients et comptes rattachés	6	10 254 822	446 409	9 808 413	9 695 646
Autres créances	7	988 384	8 987	979 397	955 032
Impôts différés - Actif	18	236 490	-	236 490	438 409
Charges constatées d'avance	8	428 159	-	428 159	410 627
Valeurs mobilières de placement	9	23 590 843	-	23 590 843	24 125 586
Disponibilités	9	16 532 764	-	16 532 764	12 043 762
Total		55 801 279	497 629	55 303 650	51 196 893
Ecart de conversion actif		-	-	-	-
Total ACTIF		98 749 042	24 171 907	74 577 136	69 405 695

PASSIF (en €)	Notes			31/12/2022	31/12/2021
Capital social émis	10			5 907 200	5 907 200
Réserves consolidées et report à nouveau	10			23 984 559	20 230 648
Ecart de conversion				-	-
Résultat part du groupe				3 346 067	3 753 912
Capitaux propres part du groupe	10			33 237 826	29 891 760
Intérêts minoritaires	10			27 126 039	24 862 681
Avances conditionnées	11			-	-
Provisions pour risques et charges	12			769 602	1 113 400
Emprunts et dettes					
Emprunts et dettes financières	11			2 681 817	3 017 353
Autres dettes financières	11			321 557	308 196
Fournisseurs et comptes rattachés	13			1 945 535	1 961 183
Autres dettes	13			8 386 794	8 175 212
Impôts différés - Passif	18			55 780	33 379
Produits constatés d'avance				52 186	42 531
Total				13 443 669	13 537 854

Ecart de conversion passif

Total PASSIF 74 577 136 69 405 695



COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en €)	Notes	31/12/2022	31/12/2021
Chiffre d'affaires	14	60 267 910	58 253 605
Autres produits d'exploitation (hors repr. Prov. & dép)	15	635 482	899 603
Achats consommés et variation de stocks	-	11 127 865	9 920 026
Services extérieurs	-	8 960 355	9 233 918
Impôts et taxes	-	1 077 731	1 066 428
Charges de personnel	-	30 223 859	29 281 554
Autres charges d'exploitation	-	835 846	286 361
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations	-	1 406 925	1 390 078
Dotations nettes aux dépréciations sur actifs circulant	-	422 295	44 402
Dotations nettes aux provisions pour risques et charges	-	376 746	456 462
Résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition		8 069 852	8 386 903
Dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	1	-	-
Résultat d'exploitation après dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition		8 069 852	8 386 903
Opérations faites en commun		-	-
Résultat financier	16	328 614	373 900
Résultat courant des entreprises intégrées		8 398 466	8 760 803
Résultat exceptionnel	17	18 970	105 629
Résultat avant impôt des sociétés intégrées		8 417 436	8 866 432
Impôt sur les résultats	18	2 157 183	2 251 648
Résultat net des sociétés intégrées		6 260 253	6 614 784
Résultat des sociétés mises en équivalence		-	-
Résultat net d'ensemble consolidé		6 260 253	6 614 784
Intérêts minoritaires		2 914 186	2 860 872
Résultat net - Part du groupe		3 346 067	3 753 912
Nombre d'actions (hors actions propres)		39 872	39 872
Résultat par action		83,92	94,15
Résultat dilué par action		83,92	94,15



TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE

(en €)	31/12/2021	31/12/2021
Résultat net de l'ensemble consolidé	6 260 253	6 614 783
<i>Elimination des charges et des produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :</i>		
Amortissements & dépréciations des immobilisations	1 561 773	1 390 078
Amortissements des écarts d'acquisition	-	-
Dotations / reprises sur provisions pour risques et charges	- 343 498	- 482 877
Impôts différés	224 320	149 048
Plus ou moins-value de cession nettes d'impôts	- 19 965	- 15 919
Marge brute d'autofinancement (MBA)	7 682 883	7 655 113
Incidence de la variation du BFR	- 137 467	- 1 796 413
Flux nets de trésorerie liés à l'activité	7 545 416	5 858 700
Acquisitions d'immobilisations	- 2 629 055	- 639 394
Cessions d'immobilisations nettes d'impôt	24 262	72 772
Incidences des variations de périmètre	-	-
Flux nets de trésorerie liés à l'investissement	- 2 604 793	- 566 622
Dividendes versés par la société mère	-	- 420 000
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	- 650 828	- 650 482
Augmentation / réduction de capital	-	-
Emissions d'emprunts	475 178	435 828
Remboursements d'emprunts	- 810 715	- 768 095
Flux nets de trésorerie liés au financement	- 986 365	- 1 402 749
Incidences des reclassements	-	-
Incidences des taux de conversion	-	-
Incidences des changements comptables	-	-
Variation de trésorerie (A+B+C+D+E+F)	3 954 258	3 889 329
Trésorerie à l'ouverture	36 169 349	32 280 020
Trésorerie à la clôture	40 123 607	36 169 349
Variation de trésorerie	3 954 258	3 889 329



PRESENTATION DU GROUPE

1. Etablissement des comptes consolidés

Ce document contient les comptes consolidés annuels de la société GROUPE TITEL S.A.S. et de ses filiales (désignée sous l'appellation « le Groupe ») pour la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022.

GROUPE TITEL est une Société par Actions Simplifiée de droit français, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Clermont-Ferrand sous le numéro 388 386 286. Son siège social est situé Rue Bleue à CEBAZAT (63118).

Les comptes sont établis selon les normes françaises et ont été arrêtés par le Président.

2. Activité du Groupe

Le Groupe a pour activités principales :

- ✚ Fabrication et conditionnement, commerce de produits chimiques en demi-gros et détail et des produits d'hygiène et d'entretien.
- ✚ Acquisition et gestion de participations dans toutes sociétés ou entreprises
- ✚ Hôtels, bars, restaurants,

3. Gouvernance du Groupe

La société GROUPE TITEL est dirigée par un comité de Direction composé de 5 membres.

FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Aucun fait significatif à signaler.

EVENEMENTS POST-CLOTURE

Aucun fait significatif à signaler.

PRINCIPES COMPTABLES

1. Référentiel comptable appliqué

Les comptes consolidés du Groupe sont établis conformément aux principes comptables et règles en vigueur en France définis par le Règlement ANC n°2020-01 homologué par l'arrêté du 29 décembre 2020. L'application de ce nouveau règlement n'a pas eu d'incidence significative sur les comptes à l'exception de la présentation des reprises et dotations des écarts d'acquisition dans le résultat d'exploitation, y compris au niveau du comparatif.

2. Principes de consolidation

a. Méthodes de consolidation

Les comptes consolidés sont réalisés à partir des comptes arrêtés au 31 décembre 2022.

Toutes les participations significatives dans lesquelles le Groupe assure le contrôle exclusif, directement ou indirectement, sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.



Le Groupe n'exerce pas de contrôle conjoint (partage du contrôle d'une entité exploitée en commun par un nombre limité d'associés ou d'actionnaires, de sorte que les politiques financière et opérationnelle



résultent de leur accord) ou d'influence notable (pouvoir de participer aux politiques financières et opérationnelle d'une entité sans en détenir le contrôle) dans les entités ou participations détenues dans lesquelles il ne dispose pas du contrôle exclusif.

La méthode retenue pour les différentes sociétés du Groupe est détaillée dans la partie « Périmètre de consolidation ».

Toutes les transactions importantes entre les sociétés consolidées sont éliminées.

L'intégration globale consiste à :

- ✚ intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante les éléments des comptes des entreprises consolidées, après retraitements éventuels ;
- ✚ répartir les capitaux propres et le résultat entre les intérêts de l'entreprise consolidante et les intérêts des autres actionnaires ou associés dits « intérêts minoritaires » ;
- ✚ éliminer les opérations en comptes entre l'entreprise intégrée globalement et les autres entreprises consolidées.

b. Méthodes de conversion

Les comptes consolidés du Groupe, ainsi que les comptes individuels de toutes les sociétés qui font partie du périmètre, sont établis en euros au 31 décembre 2022.

Le cas échéant, la conversion des comptes en devise s'effectue de la manière suivante :

- tous les éléments d'actif et de passif sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice,
- les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période.

Les écarts de conversion constatés, tant sur les éléments du bilan d'ouverture que sur le résultat, sont portés dans les capitaux propres de l'entreprise consolidante.

c. Elimination des opérations intra-groupe

Conformément à la réglementation, les transactions entre les sociétés intégrées ainsi que les résultats internes entre ces sociétés ont été éliminées dans les comptes consolidés.

En cas d'écart sur les opérations intra-groupe liées à la conversion des comptes des filiales étrangères, ces écarts sont comptabilisés au compte de résultat en différence de change.

d. Ecarts d'acquisition

Conformément aux dispositions réglementaires, les écarts d'acquisition représentent la différence entre :

- ✚ le coût d'acquisition des titres de participation ;
- ✚ la quote-part de l'entreprise acquise dans l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition.

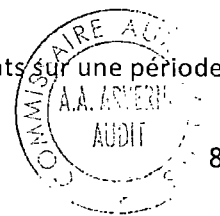
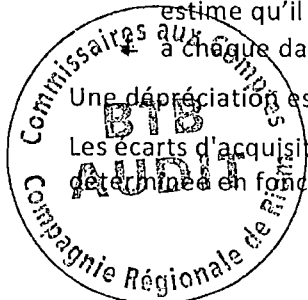
Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif immobilisé et sont amortis ou non selon que leur durée d'utilisation est limitée ou non. Si la durée est limitée les écarts d'acquisition sont amortis sur cette durée.

Le Groupe met en œuvre un test de dépréciation, sur la base d'hypothèses à moyen terme qu'il retient, selon la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés ou en fonction d'un multiple de l'EBITDA :

- ✚ pour les écarts d'acquisition dont la durée est limitée et qui sont de ce fait amortis, lorsqu'il estime qu'il existe un indice de perte de valeur ;
- ✚ à chaque date de clôture pour les écarts d'acquisition dont la durée n'est pas limitée.

Une dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

Les écarts d'acquisition négatifs sont inscrits au passif du bilan et rapportés aux résultats sur une période déterminée en fonction des objectifs fixés lors de l'acquisition.



Lorsque la prise de contrôle dégage un écart d'acquisition négatif, aucun écart d'évaluation positif n'est constaté.

e. Dates de clôture

Les sociétés sont consolidées sur la base de leurs états financiers arrêtés au 31 décembre 2022.

3. Méthodes et règles d'évaluation

Les comptes annuels des sociétés consolidées sont arrêtés conformément aux principes comptables et méthodes d'évaluation retenus pour le Groupe. Ils sont retraités afin d'être mis en harmonie avec les principes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés.

L'établissement des comptes consolidés, en conformité avec les principes comptables français généralement admis, implique l'utilisation d'estimations et d'hypothèses ayant une incidence sur les montants portés à l'actif et au passif.

C'est le cas notamment des amortissements, des provisions, des actifs et passifs éventuels à la date d'arrêté des comptes consolidés et des montants portés aux comptes de charges et produits au cours de l'exercice.

Ces estimations sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Ces estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats effectifs futurs peuvent être différents de ces estimations.

Les principes et méthodes appliqués par le Groupe sont décrits ci-après.

a. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur valeur d'acquisition ou de production.

Les amortissements pour dépréciation ont été déterminés en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus par élément d'actif sur la base du coût d'acquisition, en fonction de leur utilisation probable.

Les durées d'amortissement sont revues annuellement et sont modifiées si les attentes diffèrent des estimations précédentes ; ces changements d'estimation sont comptabilisés de façon prospective.

Les frais de recherche et développement sont amortis sur une durée allant de 3 à 5 ans en fonction du projet auquel ils sont affectés. Ils sont capitalisés et sont composés principalement des heures de main d'œuvre des salariés travaillant sur ces projets.

Les logiciels sont amortis sur 5 ans.

b. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou de production comprenant les frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les frais financiers spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

L'amortissement est calculé en fonction de la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations.

Lorsque cela est applicable, le coût total de l'actif corporel est réparti entre ses différents éléments constitutifs, chaque élément étant comptabilisé séparément. Tel est le cas lorsque les différentes composantes d'un actif ont des durées d'utilité différentes ou qu'elles procurent des avantages à l'entreprise selon un rythme différent nécessitant l'utilisation de taux et de mode d'amortissement différents.



Les amortissements pour dépréciation ont été déterminés en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus par élément d'actif sur la base du coût d'acquisition, en fonction de leur utilisation probable. Les durées d'amortissement sont revues annuellement et sont modifiées si les attentes diffèrent des estimations précédentes ; ces changements d'estimation sont comptabilisés de façon prospective.

Les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

- ⚡ terrains : non amortis,
- ⚡ installations techniques, matériel et outillage : 3 à 8 ans,
- ⚡ Constructions 10 à 20 ans
- ⚡ autres immobilisations corporelles : 2 à 10 ans.

c. Tests de dépréciation

Les actifs immobilisés, incorporels et corporels, font l'objet d'une dépréciation lorsque, du fait d'événements ou de circonstances intervenus au cours de la période, leur valeur recouvrable apparaît durablement inférieure à leur valeur nette comptable.

Des tests de dépréciation sont éventuellement réalisés en comparant la valeur recouvrable et leur valeur nette comptable. Lorsqu'une dépréciation apparaît nécessaire, le montant comptabilisé est égal à l'écart entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des coûts de sortie et de la valeur d'utilité.

d. Contrats de location financement

Les immobilisations significatives financées au moyen de contrats de location-financement sont présentées à l'actif pour leur valeur d'origine. En contrepartie, une dette financière est constatée au passif du bilan.

Les redevances enregistrées parmi les loyers dans les comptes individuels sont annulées par la constatation d'une charge financière et du remboursement progressif de la dette financière.

Ces immobilisations sont amorties selon le mode et les durées d'utilité des biens financés. L'incidence fiscale de ce retraitement est prise en compte.

e. Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont constituées des titres non consolidés, des titres des sociétés mises en équivalence, de prêts, dépôts et cautionnements. Les prêts, dépôts et cautionnements sont comptabilisés sur la base des montants payés.

f. Stocks et en-cours

Les stocks de matières premières et de marchandises sont évalués au dernier prix d'achat et au prix moyen pondéré.

Les stocks de produits finis sont évalués au coût de revient dans la formule.

g. Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation des créances est pratiquée nominativement lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable, en tenant compte des sommes couvertes par les organismes d'assurance-crédit.

h. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprend les soldes bancaires et les placements à court terme offrant une grande liquidité et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.



Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'achat ou de souscription, hors frais accessoires.

Une dépréciation est constituée lorsque le cours de bourse ou la valeur probable de réalisation sont inférieurs à la valeur d'achat. Les variations de valeur sont enregistrées en résultat financier.

i. Impôts sur les bénéfices et fiscalité différée

Conformément aux prescriptions du Règlement ANC n°2020-01, le Groupe comptabilise des impôts différés en cas :

- ✚ de différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé ;
- ✚ de crédits d'impôts et de reports déficitaires.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, en appliquant le dernier taux d'impôt en vigueur pour chaque société.

En application du règlement ANC n°2020-01, les montants d'impositions différées actives et passives sont compensés pour une même entité fiscale.

Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que si leur récupération ne dépend pas des résultats futurs ou si leur récupération est probable par suite de l'existence d'un bénéfice imposable attendu dans un futur proche.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable au taux d'impôt applicable par chaque pays, soit 25% pour les sociétés françaises.

j. Provisions réglementées

Les provisions réglementées enregistrées dans les comptes sociaux sont annulées dans les comptes consolidés. Ce retraitement donne lieu à la constatation d'une imposition différée.

k. Provisions risques et charges

Une provision est constituée par le Groupe s'il existe une obligation vis-à-vis d'un tiers pour laquelle le passif probable peut être estimé avec une précision suffisante.

l. Avantages au personnel

Les indemnités de départ à la retraite sont comptabilisées, sous forme de provision apparaissant au passif, pour leur montant net des fonds d'assurance constitués pour faire face à ces engagements. En l'absence d'engagement légal, réglementaire ou conventionnel sur les filiales portugaises et espagnoles, seuls les engagements de départ en retraite constatés sur les sociétés françaises sont repris dans les comptes consolidés. Compte tenu de la rotation du personnel au sein de la société S.N.C. FLORE, l'engagement de cette société est considéré comme non significatif. Les engagements ont été calculés en fonction des conventions collectives applicables.

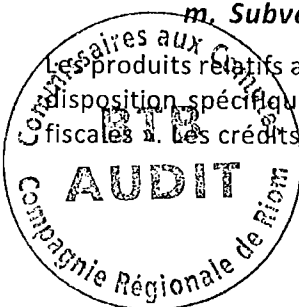
Les principales caractéristiques sont les suivantes :

- ✚ âge de départ en retraite : entre 60 et 62 ans selon l'année de naissance
- ✚ taux moyen de charges sociales : selon la catégorie de salarié,
- ✚ taux d'actualisation : 1,70% contre 0,50 % en 2021.

Les engagements de retraite s'élèvent à 2 871 k€, sont couverts à hauteur de 3 151 k€ par des fonds placés auprès d'une compagnie d'assurance, soit un engagement net de 0 k€ intégralement provisionné.

m. Subventions et crédits d'impôt

Les produits relatifs aux subventions d'exploitation sont présentés en autres produits d'exploitation, sauf disposition spécifique. La créance relative aux crédits d'impôt est présentée dans le poste « Créances fiscales ». Les crédits d'impôt sur les bénéfices sont maintenus en diminution dudit impôt.



Les subventions d'investissements sont présentées pour celles antérieures à l'entrée en vigueur du règlement ANC 2020-01 dans le bilan au poste « Produits constatés d'avance ». Les subventions d'investissements sont reprises en produits exceptionnels au fur et à mesure de l'amortissement des immobilisations auxquelles elles se rapportent.

n. Charges et produits exceptionnels

Les éléments exceptionnels comprennent les éléments de charges et de produits de l'activité courante dont la nature et les montants présentent un caractère non récurrent.

o. Résultat par action

Le résultat par action correspond au résultat net consolidé - part du Groupe - se rapportant au nombre moyen pondéré d'actions de la société mère, en circulation au cours de l'exercice (à l'exclusion des actions propres déduites des capitaux propres).

Le résultat par action dilué correspond au résultat net consolidé - part du Groupe - se rapportant au nombre moyen pondéré d'actions de la société mère, en circulation au cours de l'exercice, majoré par le nombre maximal d'instruments dilutifs convertibles en actions ordinaires.



PERIMETRE DE CONSOLIDATION

1. Liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2022

Société	N° SIREN	Activité	2022			2021		
			% de contrôle	% d'intérêts	Méthode	% de contrôle	% d'intérêts	Méthode
S.A.S. GROUPE TITEL	388 386 286	Activités des sièges sociaux	Mère	Mère	I.G.	Mère	Mère	I.G.
S.A.S. LABO CENTRE FRANCE	320 461 726	Fabrication de produits chimiques	70,34%	54,03%	I.G.	70,34%	54,03%	I.G.
S.A.S. LPH	324 095 306	Commerce de gros de produits chimiques	65,790%	32,20%	I.G.	65,790%	32,20%	I.G.
S.A.S. SODEVI	331 803 056	Commerce de gros de produits d'entretien	100,00%	64,74%	I.G.	100,00%	64,74%	I.G.
S.A.S. AT COBRA	401 725 114	Fabrication de produits chimiques	100,00%	84,78%	I.G.	100,00%	84,78%	I.G.
S.A. LABO PORTUGAL	50316504	Commerce de produits chimiques	90,00%	80,80%	I.G.	90,00%	80,80%	I.G.
S.A. LABO ESPAGNE	A 96695762	Commerce de gros de produits chimiques	96,86%	80,80%	I.G.	96,86%	80,80%	I.G.
S.N.C. FLORE	434 688 123	Hôtel et hébergement similaire	100,00%	65,52%	I.G.	100,00%	65,52%	I.G.
S.C.I. CHRISTELLE	327 034 948	Location immobilière	100,00%	88,42%	I.G.	100,00%	88,42%	I.G.

Les pourcentages de contrôle sont déterminés en fonction des détentions de la société mère, et des sociétés qu'elle contrôle, en prenant en compte les détentions de ses dirigeants.

2. Participations non consolidées

Une participation dans laquelle le Groupe n'exerce aucun contrôle ou influence notable est exclue du périmètre de consolidation.

COMPARABILITE DES COMPTES

1. Entrée ou sortie de périmètre

Néant.

2. Création de filiales

Néant.

3. Changement de méthodes comptables

Il n'y a pas eu de changement de méthodes comptables.

4. Changement de présentation

Il n'y a pas eu de changement de présentation des comptes.



NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

1. Ecart d'acquisition

a. Positifs

ECARTS D'ACQUISITION POSITIFS (en €)	Date d'acquisition	Valeur brute	Durée amort.	Dotation	Cumul amort.	Valeur nette
LABO CENTRE FRANCE	2014	198 665	5 ans	-	- 198 665	-
FLORE	2014	50 291	5 ans	-	- 50 291	-
LABO CENTRE FRANCE	2015	1 180 665	5 ans	-	- 1 180 665	-
FLORE	2015	445 230	5 ans	-	- 445 230	-
LPH	2020	43 943	1 an	-	- 43 943	-
SODEVI	2020	3 201	1 an	-	- 3 201	-
CHRISTELLE	2020	362 705	n.a.	-	-	362 705
Total		2 284 700		-	- 1 921 995	362 705

En application du règlement n°2015-07 du 23 novembre 2015 de l'Autorité des Normes Comptables (A.N.C.), le Groupe a analysé la durée d'utilisation des écarts d'acquisition positifs présents au 1er janvier 2016 et non encore amortis. Il en a conclu que ladite durée d'utilisation n'était pas limitée ; l'amortissement des écarts d'acquisition aurait dû être arrêté à l'ouverture de l'exercice et une méthode de test annuel de dépréciation définie.

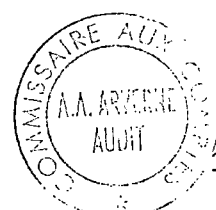
Néanmoins, par simplification et conformément à l'option ouverte par le règlement A.N.C., le Groupe a décidé de poursuivre l'amortissement des écarts d'acquisition, selon le plan d'amortissement initial.

Seuls les écarts d'acquisition significatifs sont maintenus à l'actif, à défaut, ils sont comptabilisés au compte de résultat.

Aucune perte de valeur au 31 décembre 2022 n'a été identifiée sur l'écart d'acquisition dont la valeur nette à la clôture est non nulle constaté en 2021 sur la S.C.I. CHRISTELLE.

b. Négatifs

Aucun écart d'acquisition négatif ne subsiste au passif du bilan du Groupe.



2. Immobilisations incorporelles

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES BRUTES (en €)	31/12/2021	Entrées de périmètre	Acquisitions	Cessions / Mises au rebut	Sorties de périmètre	Ecart de conversion	31/12/2022
Frais d'établissements	-	-	-	-	-	-	-
Frais de recherche et développement	-	-	-	-	-	-	-
Concessions et droits similaires	1 585 601	-	91 014	-	178	-	1 676 437
Fonds commercial	168 809	-	-	-	-	-	168 809
Immob. incorp. en cours	40 000	-	-	-	40 000	-	-
Autres immob. incorporelles	7 622	-	-	-	-	-	7 622
Total	1 802 032	-	91 014	-	40 178	-	1 852 868

AMORT. & DEPR. DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (en €)	31/12/2021	Entrées de périmètre	Dotations	Cessions / Mises au rebut	Sorties de périmètre	Ecart de conversion	31/12/2022
Frais d'établissements	-	-	-	-	-	-	-
Frais de recherche et développement	-	-	-	-	-	-	-
Concessions et droits similaires	- 1 235 056	-	156 947	178	-	-	1 391 825
Fonds commercial	- 168 809	-	-	-	-	-	168 809
Immob. incorp. en cours	-	-	-	-	-	-	-
Autres immob. incorporelles	-	-	-	-	-	-	-
Total	- 1 403 865	-	156 947	178	-	-	1 560 634

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES NETTES (en €)	31/12/2021	Entrées de périmètre	Acquisitions	Cessions / Mises au rebut	Sorties de périmètre	Ecart de conversion	31/12/2022
Frais d'établissements	-	-	-	-	-	-	-
Frais de recherche et développement	-	-	-	-	-	-	-
Concessions et droits similaires	350 545	-	65 933	-	-	-	284 612
Fonds commercial	-	-	-	-	-	-	-
Immob. incorp. en cours	40 000	-	-	-	40 000	-	-
Autres immob. incorporelles	7 622	-	-	-	-	-	7 622
Total	398 167	-	65 933	-	40 000	-	292 234



3. Immobilisations corporelles

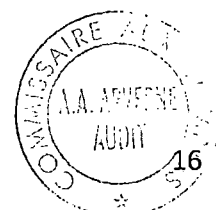
IMMOBILISATIONS CORPORELLES BRUTES (en €)	31/12/2021	Entrées de périmètre	Acquisitions	Cessions / Mises au rebut	Reclasse ments / Reprises	Sorties de périmètre	Ecart de conversion	31/12/2022
Terrains	1 474 394	-	-	-	-	-	-	1 474 394
Constructions	15 513 459	-	536 824	3 377	-	-	-	16 046 906
Inst. tech., mat. & outillages	4 342 668	-	401 311	27 466	-	-	-	4 716 513
Autres immob. corporelles	10 198 590	-	437 591	109 202	-	-	-	10 526 979
Immob. corp. en cours	288 637	-	211 309	271 437	-	-	-	228 509
Avances et acomptes sur immob.	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	31 817 748	-	1 587 035	411 482	-	-	-	32 993 301

AMORT. & DEPR. DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES (en €)	31/12/2021	Entrées de périmètre	Dotations	Cessions / Mises au rebut	Reclasse ments / Reprises	Sorties de périmètre	Ecart de conversion	31/12/2022
Terrains	-	-	-	-	-	-	-	-
Constructions	6 886 634	-	643 327	2 026	-	-	-	7 527 935
Inst. tech., mat. & outillages	3 872 459	-	165 883	27 466	-	-	-	4 010 876
Autres immob. corporelles	8 163 479	-	440 769	106 257	-	-	-	8 497 991
Immob. corp. en cours	-	-	-	-	-	-	-	-
Avances et acomptes sur immob.	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	18 922 572	-	1 249 979	135 749	-	-	-	20 036 802

IMMOBILISATIONS CORPORELLES NETTES (en €)	31/12/2021	Entrées de périmètre	Acquisitions	Cessions / Mises au rebut	Reclasse ments / Reprises	Sorties de périmètre	Ecart de conversion	31/12/2022
Terrains	1 474 394	-	-	-	-	-	-	1 474 394
Constructions	8 626 825	-	106 503	1 351	-	-	-	8 518 971
Inst. tech., mat. & outillages	470 209	-	235 428	-	-	-	-	705 637
Autres immob. corporelles	2 035 111	-	3 178	2 945	-	-	-	2 028 988
Immob. corp. en cours	288 637	-	211 309	271 437	-	-	-	228 509
Avances et acomptes sur immob.	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	12 895 176	-	337 056	275 733	-	-	-	12 956 499

4. Immobilisations financières

IMMOBILISATIONS FINANCIERES (en €)	31/12/2021	Entrées de périmètre	Augm. / Dotations	Dim. / Reprises	Sorties de périmètre	Ecart de conversion	31/12/2022
Titres participations non consolidé	109 117	-	-	101 170	-	-	7 947
Dépr. titres non consolidés	101 170	-	-	101 170	-	-	-
Titres mis en équivalence	-	-	-	-	-	-	-
Créances ratt. titres non consolidés	-	-	-	-	-	-	-
Dépr. créances titres non consolidés	-	-	-	-	-	-	-
TIAP	4 538 408	-	101 261	323 883	-	-	4 315 786
Dépr. TIAP	-	-	154 848	-	-	-	154 848
Prêts	6 000	-	-	-	-	-	6 000
Dépr. Obligations	-	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations financière:	399	-	1 486 763	-	-	-	1 487 162
Total	4 552 754	-	1 433 176	323 883	-	-	5 662 047



5. Stocks et en-cours

STOCKS (en €)	31/12/2022	31/12/2021
Matières premières	831 854	753 279
Autres approvisionnements	292 694	255 394
Marchandises	2 645 269	2 568 067
Stocks bruts	3 769 817	3 576 740
Dépréciation des stocks	- 42 233	- 48 909
Stocks nets	3 727 584	3 527 831

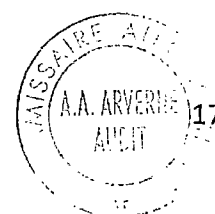
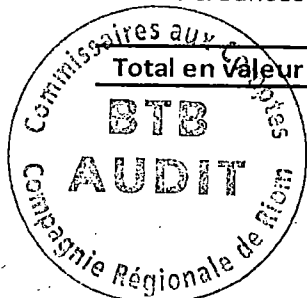
6. Créances clients

CREANCES CLIENTS (en €)	31/12/2022	31/12/2021
Créances clients et comptes rattachés	10 254 822	10 557 115
<i>dont clients douteux</i>	<i>638 759</i>	<i>1 039 877</i>
Dépréciation créances douteuses	- 446 409	- 861 469
Total	9 808 413	9 695 646

7. Autres créances

AUTRES CREANCES (en €)	31/12/2022	31/12/2021
Personnel et organismes sociaux débiteurs	5 574	4 015
Créances sur l'Etat (hors ID/A)	673 344	648 116
Impôts différés - Actif	236 490	438 409
Autres créances	309 466	312 448
Dépréciation des autres créances	- 8 987	- 9 547
Total	1 215 888	1 393 441

ECHEANCIER DES AUTRES CREANCES (en €)	31/12/2022	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Personnel et organismes sociaux débiteurs	5 574	5 574	-	-
Créances sur l'Etat (hors ID/A)	673 344	673 344	-	-
Impôts différés - Actif	236 490	236 490	-	-
Autres créances	309 466	309 466	-	-
Total en Valeur brute	1 224 874	1 224 874	-	-



8. Comptes de régularisation

COMPTE DE REGULARISATION (en €)	31/12/2022	31/12/2021
Charges constatées d'avance	428 159	410 627
Produits constatés d'avance	52 186	42 531

Les charges et produits constatés d'avance comportent uniquement des éléments d'exploitation.

9. Trésorerie

TRESORERIE ACTIVE (en €)	31/12/2022	31/12/2021
Valeurs mobilières de placement	23 590 843	24 125 586
Equivalents de trésorerie	-	-
Disponibilités	16 532 764	12 043 763
Total trésorerie active	40 123 607	36 169 349

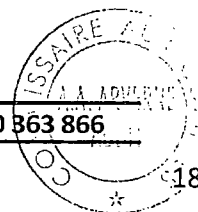
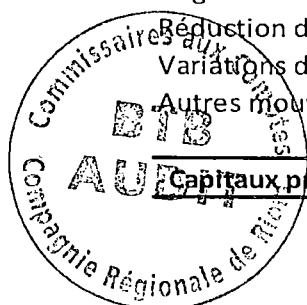
10. Capitaux propres

a. Capital social

Au 31 décembre 2022, le capital social se compose de 39 872 actions pour un capital de 5 907 200 €, toutes de même catégorie.

b. Tableau de variation des capitaux propres

(en €)	Part du Groupe	Part des minoritaires	Total
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2021	26 557 848	22 652 292	49 210 140
Résultat consolidé	3 753 912	2 860 872	6 614 784
Dividendes versés	- 420 000	- 643 552	- 1 063 552
Résultat transféré des sociétés de personnes	-	- 6 930	- 6 930
Augmentation de capital	-	-	-
Réduction de capital	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-
Capitaux propres au 31 décembre 2021	29 891 760	24 862 682	54 754 442
Résultat consolidé	3 346 067	2 914 186	6 260 253
Dividendes versés	-	- 643 552	- 643 552
Résultat transféré des sociétés de personnes	-	- 7 277	- 7 277
Augmentation de capital	-	-	-
Réduction de capital	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-
Capitaux propres au 31 décembre 2022	33 237 827	27 126 039	60 363 866



11. Dettes financières

EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES (EN €)	31/12/2021	Entrées de périmètre	Souscr.	Remb.	Ecart de Conversion	31/12/2022
Emprunts bancaires	3 014 420	-	470 482	807 782	-	2 677 120
<i>Dont location financement</i>	-	-	-	-	-	-
Intérêts courus non échus sur emprunt	296	-	2 059	296	-	2 059
Découverts bancaires et intérêts courus	2 637	-	2 637	2 637	-	2 637
Total emprunts et dettes bancaires	3 017 353	-	475 178	810 715	-	2 681 816
Cautionnement reçus	34 282	-	-	-	-	34 282
Comptes courants d'associés	273 914	-	13 361	-	-	287 275
Autres dettes financières	-	-	-	-	-	-
Total autres dettes financières	308 196	-	13 361	-	-	321 557
Total	3 325 549	-	488 539	810 715	-	3 003 373

Les emprunts à moyen terme ont été souscrits à taux fixe.

ECHEANCIER DES DETTES FINANCIERES (en €)	31/12/2022	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Emprunts bancaires	2 677 120	830 204	1 792 741	54 175
Intérêts courus non échus sur emprunt	2 059	2 059	-	-
Découverts bancaires et Intérêts courus	2 637	2 637	-	-
Cautionnements reçus	34 282	-	-	34 282
Comptes courants d'associés	287 275	287 275	-	-
Autres dettes financières	-	-	-	-
Total	3 003 373	1 122 175	1 792 741	88 457

12. Provisions pour risques et charges

PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES (en €)	31/12/2021	Entrées de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	31/12/2022
Provision pour litiges	316 322	-	304 592	- 297 715	-	-	323 199
Provision pour charges	56 227	-	394 817	- 4 641	-	-	446 403
Provision IFC	740 850	-	-	740 850	-	-	-
Total	1 113 399	-	699 409	- 1 043 207	-	-	769 602

Dont dotations & reprises :

Dont dotations & reprises :						
- exploitation		666 461	- 1 043 207	-	-	-
- financières		-	-	-	-	-
- exceptionnelles		32 948	-	-	-	-



13. Dettes fournisseurs et autres dettes

ECHEANCIER DES DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES (en €)	31/12/2022	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 945 535	1 945 535	-	-
Dettes sociales	6 538 865	6 538 865	-	-
Dettes fiscales hors IS	972 534	972 534	-	-
Etat - IS	414 064	414 064	-	-
Fournisseurs d'immobilisations	80 592	80 592	-	-
Créances mobilisées non échues	-	-	-	-
Impôts différés - Passif	55 780	-	55 780	-
Autres dettes	380 739	380 739	-	-
Total	10 388 109	10 332 329	55 780	-

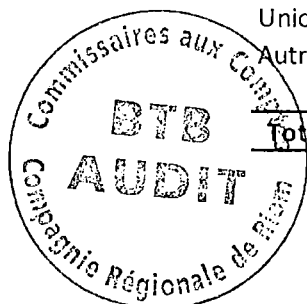
A titre de comparaison, au 31 décembre 2021, les postes suivants ressortaient à :

- Dettes fournisseurs..... 1 961 K€
- Dettes fiscales et sociales..... 7 678 K€
- Dettes sur immobilisations..... 117 K€
- Impôts différés passifs 33 K€
- Autres dettes..... 380 K€

14. Chiffre d'affaires

C.A. consolidé par entité (en €)	31/12/2022	31/12/2021
GRUPE TITEL	-	-
LABO CENTRE FRANCE	35 435 688	35 260 176
LPH	6 998 477	7 353 959
SODEVI	9 191 547	7 613 567
AT COBRA	2 042 087	1 868 558
LABO PORTUGAL	3 997 866	4 312 127
LABO ESPAGNE	149 758	130 163
FLORE	2 320 384	1 589 640
CHRISTELLE	132 103	125 414
Total	60 267 910	58 253 604

Répartition géographique du C.A. (en €)	31/12/2022	31/12/2021
France	53 304 577	51 750 744
Union Européenne	4 857 512	4 559 556
Autres	2 105 821	1 943 305
Total	60 267 910	58 253 605



15. Autres produits d'exploitation

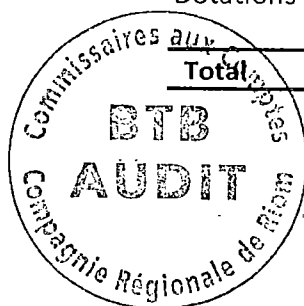
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION HORS REPRISES DE PROV. & DEPR. (en €)	31/12/2022	31/12/2021
Production stockée	- 332	- 671
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	82 862	239 349
Transferts de charges	526 522	647 349
Autres produits	26 430	13 576
Total	635 482	899 603

16. Résultat financier

RESULTAT FINANCIER (en €)	31/12/2022	31/12/2021
Intérêts et charges assimilées	-	-
Pertes de change	-	-
Dot. dépr. financières	- 154 848	-
Ecart de conversion	-	-
Total charges financières	- 154 848	-
Produits de participations non consolidées	-	-
Intérêts et produits assimilés	376 092	373 900
Produits nets sur cession de V.M.P.	-	-
Gains de change	-	-
Rep. dépr. financières	101 170	-
Ecart de conversion	6 200	-
Total produits financiers	483 462	373 900
Résultat financier	328 614	373 900

17. Résultat exceptionnel

RESULTAT EXCEPTIONNEL (en €)	31/12/2022	31/12/2021
Plus ou moins-value cession d'actif	26 620	21 658
Plus ou moins-value cession de titres consolidés	- 101 170	-
Charges ou produits exceptionnels sur O.G.	126 469	83 971
Charges ou produits exceptionnels sur O.C. autres	-	-
Dotations nettes aux prov.pour risques et charges	- 32 948	-
Total	18 971	105 629



18. Impôt sur les résultats

Les impôts sur les résultats se composent des éléments suivants :

IMPÔT SUR LES RESULTATS (en €)	31/12/2022	31/12/2021
Charge d'impôts exigibles	1 932 863	2 102 599
Charge d'impôts différés	224 320	149 049
Total	2 157 183	2 251 648

Les impôts différés se décomposent de la manière suivante :

IMPÔTS DIFFERES (en €)	31/12/2022	31/12/2021
Déficits fiscaux	367 847	266 440
Engagements de retraite		185 214
Autres différences temporaires fiscales	249 840	288 133
Locations-financement		-
Marges sur stocks		-
Autres retraitements		-
Compensation ID/A / ID/P	- 13 349	- 34 936
Impôts différés - Actif bruts	604 338	704 851
Impôts différés - Actif non reconnus	- 367 547	- 266 440
Impôts différés - Actif nets	236 489	438 411
Provisions réglementées	- 69 129	- 68 315
Locations-financement	-	-
Autres retraitements	-	-
Différences temporaires fiscales constatées en social	-	-
Compensation ID/A / ID/P	13 349	34 936
Impôts différés - Passif	- 55 780	- 33 379
Impôts différés nets	180 710	405 032

Par prudence, les déficits fiscaux cumulés des sociétés GROUPE TITEL & LABO Espagne n'ont pas donné lieu à reconnaissance d'un impôt différé.



L'état de passage entre l'impôt théorique et l'impôt comptabilisé (preuve d'impôt) se présente de la manière suivante :

PREUVE DE L'IMPÔT (en €)	31/12/2022	31/12/2021
Résultat net consolidé	6 260 253	6 614 784
Impôt sur les résultats	2 157 183	2 251 649
Crédits d'impôt comptabilisés en impôt sur les résultat	62 777	68 605
Résultat consolidé avant impôt (A)	8 480 213	8 935 038
Taux d'impôt (B)	25,00%	26,50%
Charge d'impôt théorique	2 120 053	2 367 785
Bases d'imposition à 15%	- 4 250	- 4 384
Bases d'imposition à 25%	-	- 5 070
Incidence écart de taux LABO PORTUGAL	- 16 578	- 35 887
Réduction d'impôt LABO PORTUGAL	-	-
Impôt sur frais de représentation LABO PORTUGAL	7 247	5 139
Amortissements des EA non déductibles	-	-
Quote-part frais et charges non déductibles	9 456	10 023
Charges non déductibles	10 660	6 211
Crédits d'impôts non imposables	- 15 694	- 18 180
Autres produits non taxables	- 265	- 51 406
Non reconnaissance ID/A sur déficits reportables	101 106	3 696
Imputation déficits antérieurs sans reconnaissance ID/A	-	- 35 093
Autres produits/charges de consolidation non fiscalisés	-	3 631
Quote-part de résultat transféré aux personnes physiques	- 1 702	- 1 988
Contribution sociale LABO CENTRE FRANCE	12 647	20 421
Gain/perte net sur report d'imposition		59 367
Suramortissement loi Macron	- 2 721	- 2 884
Autres	1	- 1 127
Charge d'impôt (hors CI) dans les états financiers consolidés	2 219 960	2 320 254



AUTRES INFORMATIONS

1. Effectifs

L'effectif moyen du Groupe est de 457 personnes au 31 décembre 2022 contre 457 personnes au 31 décembre 2021. L'effectif moyen se répartit de la manière suivante pour les sociétés intégrées globalement :

Effectif moyen	31/12/2022	31/12/2021
Cadres	58	56
Agents de maîtrise	20	8
Commerciaux	262	277
Employés	75	77
Ouvriers	42	39
Effectif total	457	457

2. Engagements hors bilan

Les engagements du Groupe sont les suivants :

ENGAGEMENTS DONNES (en €)	31/12/2022	31/12/2021
Effets escomptés non échus	-	-
Avals et cautions	-	-
Intérêts restant à courir	66 492	64 343
Total	66 492	64 343

DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES	31/12/2022	31/12/2021
Nantissement d'instruments financiers	-	-
Gage	-	-
Biens pris en location-financement	-	-
Autres	-	-
Total	-	-

ENGAGEMENTS RECUS (en €)	31/12/2022	31/12/2021
Cautions	-	-
Autres engagements reçus	-	-
Total	-	-



3. Rémunération des mandataires sociaux

Mention non effectuée car elle aurait pour conséquence de donner une information individualisée.

4. Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes comptabilisés en charge au compte de résultat consolidé au titre du contrôle légal de l'exercice clos au 31 décembre 2022 s'élèvent à 55 130 k€.

5. Environnement

Le GROUPE TITEL est présent sur 5 sites géographiques dont deux sont presque intégralement concernés par des seules opérations de distribution, de stockage et assez rarement de reconditionnement.

Sur les autres lieux d'implantation où des activités de fabrication sont réalisées, à plus ou moins grande échelle, les aspects de protection de l'environnement sont déclinés sous 7 thèmes différents :

- **Protection de l'air ambiant et du climat**, mise en œuvre à l'aide de bras d'aspiration sur certains postes de fabrication et de conditionnement, reliés à des centrales de traitement de l'air munis de filtres à charbon actif régulièrement changés. Des surveillances en interne comme en externe sont faites périodiquement pour vérifier si les émissions polluantes ne dépassent pas les seuils prescrits par notre arrêté préfectoral.
- **Gestion des eaux usées**, principalement des eaux de rinçage des cuves de fabrication. Sur notre site principal, nous avons créé une station d'épuration. Celle-ci nous permet de traiter par coagulation/floculation tous nos effluents et de nous conformer avec les exigences de notre arrêté préfectoral en matière de rejet d'eaux résiduaires. Les réseaux d'assainissement de la Zone Industrielle vont subir de gros travaux d'amélioration dans les années à venir.
- **Gestion des déchets**, nos différents sites réalisent un tri des déchets en perpétuelle amélioration :
 - o Ménagers collectés par la Commune
 - o Industriels récupérés par des organismes agréés : ces déchets sont ensuite recyclés ou enfouis s'ils sont inertes.
 - o Dangereux récupérés par des organismes agréés : les filières de valorisations sont privilégiées. Le cas échéant, c'est la valorisation énergétique qui est choisie.
- **Protection et assainissement du sol**, les infiltrations polluantes sont prévenues par la réalisation de sols incombustibles et imperméables. Nos cuves de stockage sont aériennes et munies de bacs de rétention.
Nous avons mis l'ensemble de nos matières premières stockées sur rayonnage sous rétention à l'aide de rétention directement intégrées sous les rayonnages.
- **Protection de la biodiversité et du paysage**, tous nos sites font l'objet d'une attention particulière concernant l'intégration dans le paysage.
- **Recherche et développement**, les aspects environnementaux sont au cœur de nos programmes de recherche en substituant des produits dangereux par des produits non dangereux.
- **Autres activités de protection de l'environnement**, lors de toutes nos actions pour limiter, réduire nos impacts sur l'environnement, nous incluons l'ensemble du personnel dans la démarche. Cela passe par des actions de formation et la préparation à la norme ISO 14001.

